

REPUBLIQUE FRANÇAISE
COUR D'APPEL DE TOULOUSE
PARQUET GENERAL

LETTRE RECOMMANDEE
AVEC ACCUSE DE RECEPTION

Affaire n° 12/00996

TOULOUSE, le 23 mars 2018

NOTIFICATION D'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION

à

LABORIE André
2 rue de la Forge

31650 ST ORENS DE GAMEVILLE

En application de l'article 617 du Code de Procédure Pénale, j'ai l'honneur de vous notifier une copie de l'arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation vous concernant.

P. LE PROCUREUR GENERAL

LVR 9/4/2018



SL

20 DÉCEMBRE 2017

NON-ADMISSION

M. SOULARD président,

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

A U N O M D U P E U P L E F R A N Ç A I S

LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE CRIMINELLE, en son audience publique tenue au Palais de Justice à PARIS, le vingt décembre deux mille dix-sept, a rendu la décision suivante :

Sur le rapport de M. le conseiller GERMAIN et les conclusions de M. l'avocat général MONDON ;

Statuant sur le pourvoi formé par :

- M. André Laborie, partie civile,

contre l'arrêt n° 25 de la cour d'appel de TOULOUSE, chambre correctionnelle, en date du 8 janvier 2014, qui dans la procédure suivie contre Mme d'Araujo des chefs de vol, escroquerie, abus de confiance, violation de domicile, recel, faux et usage, Mme Carassou des chefs de corruption passive, faux et usage, complicité de violation de domicile, M. Teule et la société LTMB des chefs de vols, recel, abus de confiance, violation de domicile, a constaté l'extinction de l'action publique ;

Vu le mémoire personnel produit ;

Vu l'article 567-1-1 du code de procédure pénale ;

Attendu qu'après avoir examiné tant la recevabilité du recours que les pièces de procédure, la Cour de cassation constate qu'il n'existe, en l'espèce, aucun moyen de nature à permettre l'admission du pourvoi ;

DÉCLARE le pourvoi NON ADMIS ;

Ainsi prononcé par la Cour de cassation, chambre criminelle, en son audience publique, les jour, mois et an que dessus ;

Étaient présents aux débats et au délibéré, dans la formation prévue à l'article 567-1-1 du code de procédure pénale : M. Soulard, président, M. Germain, conseiller rapporteur, Mme de la Lance, conseiller de la chambre ;

Greffier de chambre : Mme Hervé ;

En foi de quoi la présente décision a été signée par le président, le rapporteur et le greffier de chambre ;

